

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DU CONSEIL MUNICIPAL**

**Séance du 17 juin 2025**

L'an deux mille vingt-cinq et le dix-sept juin à dix-neuf heures et trente minutes, le Conseil Municipal de la Commune d'AUBENAS, légalement convoqué, s'est rassemblé au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Monsieur Jean-Yves MEYER, Maire.

**Présents :** MEYER Jean-Yves, LOYET André, GAILLARD Pascal, ROCHE Eliette, FAURE Cécile, CIVIER Stéphane, NGUYEN Isabelle, DAUMAS Jacques, TASTEVIN Marie-Françoise, BOUSCHON Max, SOUBEYRAND Jacky, BOYER Alain, MARRON Corentin, ROGIER Monique, JEAN LEYNAUD Sylvie, ROUX Patricia, VERMOREL Guillaume, PERRUSSET Benoît, SIMON Cloé, CONSTANZO André

**Excusés :** DURIEU Joël donne procuration à FAURE Cécile, HADDAD Catherine donne procuration à TASTEVIN Marie-Françoise, SAUGET Elisabeth donne procuration à SOUBEYRAND Jacky, VERNEDE Corinne donne procuration à MARRON Corentin, LEYNAUD Michel donne procuration à BOUSCHON Max, AMRANI Hasiba donne procuration à NGUYEN Isabelle, TEYSSIER Nicolas donne procuration à MEYER Jean-Yves, JOLY Delphine donne procuration à CIVIER Stéphane, ARMAND Michel donne procuration à DAUMAS Jacques, GUIBERT Alexandra donne procuration à VERMOREL Guillaume

**Absents :** KAPPEL Roger, CAUQUIL Alexandra, DELAUCHE Henri

**Secrétaire de séance : Alain BOYER**

**Date de la convocation :**

**Délibération n°2025-084**

**10 juin 2025**

**OBJET : Gouvernance intercommunale : nombre de représentants de la commune  
(accord local)**

Transmis au  
représentant de l'Etat le : 19 JUIN 2025  
Affiché le :  
Notifié le : 19 JUIN 2025

**Vu** le Code général des collectivités territoriales, notamment les articles L.5211-6-1 et L.5211-6-2 relatifs à la composition des conseils communautaires des établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre ;  
**Vu** la composition actuelle du conseil communautaire de la Communauté de Communes du Bassin d'Aubenas assise sur le droit commun ;  
**Vu** le courrier de Mme la préfète en date du 28 avril 2025 demandant d'arrêter la répartition des sièges au sein de conseil communautaire avant le 31 Août 2025 ;  
**Vu** le courrier de Monsieur le Président de la CCBA en date du 22 mai 2025, proposant d'entériner la règle de droit commun ;

Considérant que la loi prévoit une répartition des sièges au sein du conseil communautaire selon des règles de droit commun proportionnelles à la population de chaque commune membre, avec une possibilité d'accord local dérogatoire dans certaines conditions,

Considérant que l'évolution de la population municipale 2025 sur le territoire de l'EPCI, telle que constatée par l'INSEE fait passer le nombre de délégué communautaire total de 52 à 56,

Considérant que la commune d'Aubenas, en sa qualité de commune la plus peuplée de l'EPCI, attache une importance particulière au respect du principe de représentation proportionnelle et souhaite maintenir une répartition conforme aux règles légales,

Considérant que la commune d'Aubenas ne souhaite pas s'engager dans une démarche d'accord local dérogatoire susceptible de remettre en cause l'équilibre démocratique fixé par la loi,

**Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité :**

- **Se prononce** en faveur de l'application des dispositions légales en matière de répartition des sièges au sein du conseil communautaire de la Communauté de Communes du Bassin d'Aubenas, soit 17 sièges pour la commune d'Aubenas,
- **Refuse** expressément toute démarche visant à conclure un accord local dérogatoire à ces règles de droit commun,
- **Autorise** Monsieur le Maire à prendre toutes mesures utiles à l'exécution de la présente et notamment à notifier la présente délibération à Monsieur le Président de la Communauté de Communes du Bassin d'Aubenas ainsi qu'à Madame la Préfète de l'Ardèche.

Extrait certifié conforme,

<p>Jean-Yves MEYER, Maire</p>	<p>Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte. Informe que la présente peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de LYON dans un délai de deux mois à compter de la notification et/ou de l'affichage de la présente soit par courrier, soit par voie dématérialisée (<a href="http://www.telerecours.fr">www.telerecours.fr</a>)</p>
-----------------------------------	---